

Karel Verhoeven : « La force du Standaard ? Son projet journalistique et intellectuel »

Le 4 décembre dernier, « De Standaard » avait 100 ans. Son rédacteur en chef, Karel Verhoeven, raconte l'émancipation d'un journal en croissance, né catholique et flamingant.

Karel Verhoeven

Ce Gantois (48 ans) est diplômé en philologie germanique de Gand, philosophe politique et politique européenne de Hull et détenteur d'un PhD en philosophie et littérature. En 1995, il entre au « Gentenaar », en charge de la justice et de la criminalité. En 2000, il intègre le service culturel du « Standaard », dont il devient le corédacteur en chef en 2010, au départ de Peter Vandermeersch. Il est seul à ce poste depuis 2013.

Ce samedi, toute la Flandre qui compte se retrouvera au musée de Tervuren à l'invitation du *Standaard*. Le quotidien de qualité du nord du pays y fêtera son centenaire. Aujourd'hui, propriété du groupe Mediahuis présidé par Thomas Leysen, le quotidien affiche une santé quasi insolente dans le monde ardu de la presse écrite. A 100 ans, avec ses 105.000 exemplaires vendus et 115 journalistes, son rédacteur en chef Karel Verhoeven affiche une seule exigence : « *Etre un journal de première classe et indépendant* ».

Quelle est l'origine du « Standaard » ?

Notre journal est né d'un projet d'émancipation d'une Flandre où tout le pouvoir économique, politique et culturel était dominé par les francophones. Un groupe d'entrepreneurs anversois avait décidé de mettre un journal en circulation dans les salons du pouvoir pour constituer une élite flamande. Cette décision soutenait les objectifs du Mouvement flamand. Elle a eu plusieurs traductions très à droite et anti-démocratique dans les années trente. Pendant la guerre 40, la collaboration de certains journa-

listes et responsables avec les Allemands a fait interdire la publication jusqu'en 1947. Après cette période, le « nouveau » *Standaard* reste le journal de l'intelligentsia flamande catholique, toujours soucieuse de promouvoir l'émancipation de la culture et du pouvoir flamands, à l'intérieur du pilier catholique dominant mais sans nécessairement subir une dictature du parti catholique. Le *Standaard* a ainsi soutenu la scission de l'université de Louvain en menant une campagne contre le diktat de l'Eglise. Il a aussi été en faveur de la création de la VUB, car il jugeait plus important d'avoir une université flamande à Bruxelles que de satisfaire les catholiques.

Les francophones oublient que le néerlandais n'existait alors pas vraiment...

Il y a cent ans, il y avait hélas peu de culture de haut niveau, de politique ou de science en langue flamande. Il n'y avait quasi pas d'enseignement supérieur en néerlandais. L'université de Gand a été flamanisée seulement en 1930. C'est difficile à comprendre pour les francophones mais les Flamands sont très sensibles à la question de la langue car ils ont dû tellement se battre pour que le néerlandais soit reconnu comme une langue à part entière. C'est pour cette raison que beaucoup de Flamands restent habités par le sentiment d'avoir été méprisés et humiliés, à la manière des gilets jaunes aujourd'hui.

D'où la présence longue à la une du sigle AVV-VVK : Alles Voor Vlaanderen Vlaanderen Voor Kristus, Tout pour la Flandre et la Flandre pour le Christ ?

AVV-VVK est lié à l'un des mythes fondateurs du nationalisme flamand né en 1914-18. Je me souviens de mon

grand-père qui racontait ces fameuses histoires de soldats flamands envoyés au front durant la Première Guerre mondiale pour y mourir sous les ordres d'officiers francophones. On parlait de l'injustice du coût du sang flamand. On sait aujourd'hui que ce n'était pas forcément vrai, mais cela a servi de combustible au Mouvement flamand qui en a fait un symbole. Mais dans les années 80 et 90, la présence de ce sigle à la une semblait dépassée. Le nationalisme flamand avait lui aussi changé de couleur. La rédaction a alors décidé qu'elle ne voulait plus être l'interprète d'un mouvement. Nous avons retiré le cachet AVV-VVK, sans impact sur nos lecteurs qui nous ont tous suivis. Aujourd'hui, « *De Standaard* » ne porte plus un projet politique, mais un projet de connaissance. Nous avons préféré miser sur l'excellence, la qualité de l'information. Etre un journal de première classe, indépendant du pouvoir : c'est devenu l'essence du journal.

Aujourd'hui, votre journal est perçu par certains comme trop à gauche ?

On dit surtout qu'on est de gauche depuis le gouvernement MR-N-VA. Sous Di Rupo, on disait qu'on roulait trop pour la N-VA. En fait, si le journal s'engage, c'est en faveur de projets qui aident les gens à s'émanciper dans la société. Nous avons conservé ce point de vue même lorsque le discours sur la migration et l'identité a pris le dessus sur le socio-économique et que le poids de la N-VA s'est accru. En tant que journal, on doit montrer une stabilité. Nos lecteurs apprécient ça.

Mais Bart De Wever vous boycotte et vous dénigre publiquement ?

Nous n'en avons jamais parlé avec lui mais je pense qu'il s'attendait à ce qu'on décrive les défis de la société actuelle d'une manière qui réponde à sa logique et à son projet politique. Ce que nous n'avons pas fait. Au contraire : quand Bart De Wever a fait de son projet de parti un projet de pouvoir, nous avons rempli notre rôle en critiquant l'appareil de pouvoir du parti. Il a eu beaucoup de mal avec cela. On lui a expliqué que ce n'était pas tellement l'idéologie mais surtout la manière dont il visait et utilisait le pouvoir que nous analysons. La délivrance arbitraire de visas humanitaires par le cabinet de Theo Franken, sans règle et sans contrôle, pose ainsi question. Les citoyens demandent des politiques responsables. Imaginez que ça se soit passé dans un cabinet socialiste ! Mais aujourd'hui, nos relations avec la N-VA se sont calmées et nous avons des relations plus régulières.

L'indépendance du journal, c'est fondamental ?

C'est une force culturelle et c'est aussi la fierté d'une rédaction qui veut que cette autonomie soit respectée. Nous devons ainsi être très stricts sur nos propres fautes. D'où notre ombudsman, la mise en place récente d'un « fact checker » spécifique qui contrôle les articles avant leur publication sur l'exactitude des faits et des citations, les journées

déontologiques avec la rédaction. Notre crédibilité réside dans la manière très stricte avec laquelle nous veillons à préserver nos méthodes de travail.

Votre force tient aussi à votre succès?

Quand j'explique notre situation à nos confrères européens, cela leur paraît presque incroyable. En 1999, quand on a supprimé AVV-VVK, le journal totalisait 78.000 exemplaires. Nous sommes aujourd'hui à 105.000. Cela explique bien sûr notre liberté. Un journal en difficultés fi-

nancières est vulnérable : c'est donc notre devoir d'être rentable. Le cœur de notre succès tient à la prise de bonnes décisions : notre développement digital n'a été ni trop rapide, ni trop lent et nous sommes passés du gratuit au payant assez vite. Le repositionnement de notre offre du week-end, avec un journal papier de 4 cahiers et deux magazines, permet une forte croissance de nos ventes, en attirant un nouveau public et donc de la publicité. Notre grand concurrent aujourd'hui, c'est Facebook, Netflix, Spotify et toutes les choses qui attirent l'attention du public. Nous avons

donc le devoir absolu de raconter quelque chose qui paraît intéressant et pertinent au lecteur. Je me suis radicalisé sur ce point : c'est le travail journalistique qui est au centre de notre travail, c'est le contenu qui fait le succès, pas la plateforme. « De quoi est-il la question ? » : c'est la question du « sens » que je pose toujours, et aucun domaine n'y échappe.

Le « Standaard » existera-t-il toujours dans 100 ans ?

Intuitivement je dirais oui, peut-être pas sous cette forme

mais je ne peux pas m'imaginer que la société n'aie pas be-

soin, non de cette chose en papier mais d'un support qui se trouve au centre de la connaissance. Ce n'est pas la technologie qui va décider si un journal va survivre ou pas, mais le fait que nous soyons pertinents journalistiquement. C'est un plus pour les dix ans à venir : nous avons un groupe croissant de lecteurs qui de nouveau ont la conviction qu'il faut payer pour ce travail. Et nous pouvons répondre à ses attentes, ce n'est pas une mission impossible. ■

Propos recueillis par
MAXIME BIERMÉ
BÉATRICE DELVAUX

TAC O TAC

« Être rédacteur en chef, c'est être libre et responsable, de façon extrême »

Comment devient-on rédacteur en chef du Standaard ? « C'est un trajet lent et lié aux circonstances ». Né dans une famille de la classe moyenne et de l'intelligentsia flamande, « où l'on lisait beaucoup et où on discutait du monde », Karel Verhoeven précise qu'il n'est pas issu d'un milieu politique ou nationaliste flamand. Nous l'avons soumis à une inter-

view « tac o tac ».

La Belgique ? « C'est un terrible bordel mais c'est mon bordel ».

Bart De Wever ? « La volonté pure du pouvoir »

Di Rupo ? « Un survivant »

Le roi Philippe ? « Comment est-il tombé sur cette forte femme ? »

Un homme politique inspirant ? « Difficile. Regardez Obama, c'était une figure inspirante mais quand on regarde ce qu'il a réalisé. »

Un francophone qui vous intrigue ? « Maxime Prevot, je suis curieux de ce qu'il va faire. Cela pourrait être un

joueur intéressant. »

Le nationalisme ? « Faites-en une politique plus rationnelle et moins romantique. »

Le néerlandais ? « Ma langue maternelle. »

Les francophones ? « Nos voisins »

Rédacteur en chef ? « Liberté et responsabilité, de façon extrême »

Un média de référence ?

« Un mélange de "Die Zeit allemand", du "Volkskrant" néerlandais et du "New York Times" ».

Un livre flamand ? « « Kapellenkensbaan », de Louis Paul Boon, le meilleur livre pour comprendre la Flandre de

l'après-guerre, industrielle, petite, très pauvre, marquée par de grandes inégalités mais faisant des efforts imparables. »

Votre lieu préféré en

Flandre ? « Les collines des Ardennes flamandes, par exemple autour de Maarke-daal, un des plus beaux paysages. »

Le Soir ? « Un journal frère »

Un message aux Francophones ? « Observez la politique flamande avec moins d'émotion pour mieux saisir les nuances et avoir une vision plus juste de ce que les électeurs flamands décident. »

communautés « Les différences entre la Wallonie et la Flandre se sont accrues »

Quelle est la relation du journal au monde francophone ?

On ne peut pas dire que De Standaard depuis 25 ans ait, d'une quelconque manière, exprimé un sentiment anti-francophone. Mais aujourd'hui, c'est l'indifférence qui domine suite aux changements psychologiques importants qui se sont produits dans une Flandre où les problèmes communautaires ont fait place aux enjeux socio-économiques. Nous n'avons plus besoin de reconnaissance de la part des francophones, pas plus que des Néerlandais d'ailleurs. Auparavant, nous avions le sentiment d'être incompris et on attendait des francophones que notre culture et notre langue

soient respectées. Ce n'est plus nécessaire désormais et c'est émancipatoire : nous tenons nos forces de nous-mêmes.

Pourquoi alors cette Flandre garde-t-elle cette fascination pour la question identitaire et le nationalisme ?

Ce qui se passe en Flandre suit le mouvement à l'œuvre dans le monde. La Wallonie et les francophones sont peut-être la grande exception. Mais partout ailleurs, il y a un pan de l'électorat qui, depuis la crise bancaire et les enjeux migratoires, ne se sent plus respecté, économiquement et identitairement. Avec un électeur populiste ou extrémiste qui vote parfois très

consciemment pour des projets racistes. Aux États-Unis, les électeurs de Trump ne sont pas moins radicaux après deux ans, au contraire. Et en Flandre, on voit que la N-VA a accentué sa position sur ces sujets. Elle a été dès lors pourchassée par le Vlaams Belang, qui a gagné de nouveau les élections communales et l'a attaquée sur son flanc droit. La question pour la N-VA aujourd'hui est : jusqu'où va-t-on et garde-t-on le contrôle sur ce que le parti devient, partant du socio-économique vers un parti identitaire.

Les francophones sont trop méfiants vis-à-vis de la N-VA ?

Ce serait une expérience intéres-

sante de voir si la N-VA pourrait tenter ce que la Ligue du Nord a fait en Italie en s'adressant directement à l'électeur wallon. Suivrait-il ? Il est impossible qu'il n'existe pas en Wallonie un électorat qui trouve les thèmes migratoires et identitaires, les questions de respect et d'autonomie aussi importants qu'en Flandre. Il y a beaucoup de diabolisation et d'hyperbolisation de la N-VA dans les mondes politique et médiatique francophones. Pour moi, la N-VA est surtout un parti très pragmatique. C'est peut-être leur problème : leur recherche d'électorat les fait changer constamment de message. Un journal qui ferait cela se perdrait.

« Il y a beaucoup de diabolisation de la N-VA dans les mondes politique et médiatique francophones »

Charles Michel s'est perdu en montant avec la N-VA ?

Il reste convaincu du contraire (il rit). Son projet de gouvernement n'a en tout cas pas pu être réalisé. Le combat entre les trois partis flamands - l'Open VLD et le CD&V ont voulu noyer la N-VA au pouvoir - a été in fine plus un problème pour Michel que pour la N-VA. Car cette der-

nière choisit toujours pour son propre intérêt. Que la N-VA soit aussi radicale et ne se refuse rien est quelque chose auquel nous ne sommes pas habitués en politique belge.

Il y a deux démocraties en Belgique ?

Les différences entre la Wallonie et la Flandre se sont accrues, si j'en juge par mon expérience - j'ai vécu 10 ans à Liège. La différence de langue et de culture et la séparation entre les paysages médiatiques, fait que nous restons centrés sur notre zone. Nous avons grandi l'un à l'écart de l'autre, les réformes de l'Etat ont fait aboutir beaucoup de compétences dans les mains flamandes et francophones, nous avons peu de liens culturels, aucun dans l'enseignement et nous en savons beaucoup moins sur la Wallonie que nous le pensons.

La Belgique a-t-elle un avenir ?

Nous restons confrontés dans ce pays au défi de mener des politiques crédibles et efficaces. J'étais à Londres il n'y a pas longtemps, à proximité d'un aéroport et je me suis demandé : comment cela se fait-il qu'en Grande-Bretagne, qui se débat pourtant dans une crise politique incroyable, on a néanmoins le sentiment d'avoir des autorités compétentes, une administration qui pense logiquement et prend des décisions rationnelles ? Transposez cela à Bruxelles et vous verrez à quel point les discussions sur le survol aérien de la capitale sont tribales. L'efficacité de la politique est un problème essentiel de la Belgique, qui ne se résoudra pas par la refédéralisation car les femmes et hommes politiques continueront quand même à ne représenter les intérêts que d'une

partie de la population. Mais cela ne se résoudra pas non plus par le confédéralisme qui ne propose par exemple aucune solution pour le statut de Bruxelles.

Les marcheurs pour le climat vont-ils bouleverser les élections ?

Qui serions-nous pour le dire ? Les syndicats vont-ils réussir avec leurs grèves à faire prévaloir le thème du pouvoir d'achat ? Qu'est-ce qui peut se produire que nous ne voyons pas ? Les gens qui protestent sur le climat vont-ils tenir jusqu'aux prochaines vacances ? Les journalistes feraient mieux de s'abstenir de toute spéculation. Qui oserait encore prédire aujourd'hui que les élections de 2019 seront liées à la migration ? ■

Propos recueillis par
M.BMÉ
B.DX